

## Editorial

Des faits très graves se sont produits à Nancy la semaine dernière : une meute policière déchaînée s'est attaquée à coups de hache à des locaux syndicaux, a dévasté complètement les installations, le mobilier, arrêté tous les militants (environ une cinquantaine) qui se trouvaient à ce moment-là occupés à différentes réunions dans cette «maison du peuple». De tels agissements ne s'étaient pas produits depuis fort longtemps. Ils indiquent assez clairement que le pouvoir giscardien a choisi d'avancer à grands pas dans la voie de la répression.

D'autres radios, puisque c'est de cela qu'il s'agit, étaient visées en même temps ; dans le Nord, dans la région parisienne, en Bretagne. Beaucoup d'entre elles sont des radios syndicales. Le pouvoir veut faire taire les voix qui le dérangent. Il veut empêcher que ne se développe le phénomène des radios comme moyen de lutte. Chacun se souvient du rôle irremplaçable joué par les radios de lutte de Longwy, la place qu'elles avaient prise parmi les travailleurs et la population.

Les derniers méfaits giscardiens contre les radios et les militants syndicaux ne sont pas, bien sûr, des faits isolés. Ils viennent s'ajouter à une liste déjà fort longue d'actes de même nature. Dans la dernière période on se souvient par exemple de la manière extrêmement répressive avec laquelle le pouvoir giscardien a répondu aux revendications des étudiants étrangers qualifiés par Barre d'agitateurs transformant les universités en dépotoirs. Il y a quelques jours à peine une manifestation de médecins était agressée, des manifestants et des photographes de presse sérieusement tabassés. A tel point que les syndicats de journalistes ont décidé de boycotter un certain nombre d'activités gouvernementales pour protester.

Tous ces faits s'inscrivent dans une logique bien précise. Ce ne sont pas des actes qui viendraient s'ajouter les uns aux autres en donnant l'image d'une répression aveugle qui frapperait partout indistinctement. Ils prennent parfaitement leur place comme les morceaux d'un puzzle pour former un ensemble cohérent. En fait, le pouvoir giscardien a placé des limites qu'il entend ne pas voir dépasser. Il laisse exister une certaine

forme de contestation de sa politique. A une seule condition : que les limites qu'il a fixé ne soient pas dépassées. Que des travailleurs se mettent en tête d'occuper leur usine ; immédiatement les CRS arrivent. Ils font un piquet de grève ? On les condamne à payer des indemnités aux non grévistes ou à l'entreprise. Des populations protestent contre le nucléaire ? Le pays est quadrillé par les flics, des gens sont emprisonnés...

A chaque fois que des travailleurs, des habitants décident de prendre les moyens efficaces pour s'opposer à ce régime de féroce exploitation et oppression, ils rencontrent les matraques, les grenades, la prison, les amendes, les licenciements... La volonté d'intimidation est évidente. Ils veulent marteler l'idée selon laquelle il n'est pas possible de transgresser l'ordre, que l'action revendicative doit rester dans des limites bien précises. C'est en fin de compte, les moyens de lutte, les possibilités de s'opposer à la politique giscardienne qui sont visés. Par ailleurs, si la loi n'est pas suffisamment répressive, on la modifie. On élabore, par exemple, le projet Peyrefitte, très dangereux pour les libertés syndicales et démocratiques. Ensuite, les

matraques se chargeront de le faire appliquer. Telle est la logique de ce pouvoir extrêmement répressif.

Une telle attitude n'est pas le fait d'un pouvoir fort. Le libéralisme giscardien est en réalité un pouvoir faible. Incapable de réaliser le moindre consensus sur une seule de ses initiatives, il en est réduit à s'entourer d'une horde policière pour pouvoir gouverner.

Mais il y a quelque chose que le pouvoir n'avait pas prévu : la résistance. A Nancy, les militants se sont défendus ; ils ont défendu leur maison. La police a mis plus d'une heure et demie et a noyé les locaux de gaz pour venir à bout de la résistance des gars. Des manifestations ont eu lieu à plusieurs reprises dans la ville. D'autre part, les radios continuent d'émettre, d'autres ont pris la relève ou s'apprentent à le faire.

Pour faire libérer les militants emprisonnés, pour empêcher le pouvoir de perpétrer ces violentes et incessantes attaques contre les travailleurs, contre leurs moyens de lutte, la seule voie, c'est celle de la résistance.

## dans l'actualité...

13 mai — 23 mai — 5 juin

# L'offensive du pouvoir contre la sécurité sociale n'a pas été enrayerée

Le nouveau «coup de boutoir» prévu par la direction de la CGT pour le 5 juin n'aura finalement pas permis de faire annuler la convention médicale signée par des organisations minoritaires et qui vise à instituer, avec un ensemble d'autres mesures, une médecine différente pour les riches et les pauvres.

En fait, la démonstration du 5 juin n'a pas convaincu. La mobilisation relativement importante constatée le 13 mai contre le projet de loi Berger est allée décroissant. Le 23, ils étaient nettement moins nombreux. Le 5 juin encore moins. Ce qui a produit le caractère massif de la manifestation parisienne CGT le 5 était dû en fait à une confusion entre deux initiatives, l'une prévue de longue date de l'ensemble des fonctionnaires pour la «défense du service public» avec de nombreuses délégations de province et l'autre pour la sécurité sociale.

Quant aux arrêts de travail ce jour-là, ils ont été comme on dit diversement suivis.

La manifestation CFDT convoquée pour 17 h au métro Duroc n'aura finalement regroupé pas plus de 1 500 personnes.

On avait déjà remarqué une plus faible participation à la journée du 23 mai qu'à celle du 13. Pourtant, la deuxième initiative était organisée conjointement par la CGT et la CFDT. Sur le parvis de la tour Montparnasse, il avait fallu attendre un bon moment pour voir s'épaissir les rangs.

En fixant le nouveau «coup de boutoir» au 5 juin, la direction de la CGT se donnait des garanties pour réaliser une manifestation d'une certaine ampleur. En effet, depuis un bon moment étaient prévus par les fonctionnaires CGT des «états-généraux du service public» ce jour-là avec regroupement de nombreuses délégations venus de toute la France à la place de la Nation. La manifestation des fonctionnaires était d'ailleurs prévue l'après-midi. Il était prévisible dans ces conditions qu'il y aurait du monde à Paris.

Dans un sens heureusement, car la mobilisation parisienne strictement sur le problème de la convention médicale était tout ce qu'il y a de léger. Vers 10 h 30 place de la Bastille, heure fixée à l'origine pour le départ de la manifestation, il n'y avait pas

grand monde. Il fallut attendre 11 h 30 pour que les premiers rangs s'ébranlent; les fonctionnaires rassemblés depuis le matin à la Nation ayant à ce moment réalisé la jonction.

### Une participation décroissante

En fin de compte, il y avait à peu près autant de monde que le 13 mai, mais plus de la moitié des manifestants étaient venus de province.

Ce n'est donc pas à un élargissement de l'action que l'on a assisté mais au contraire à une participation de moins en moins forte au fur et à mesure que se déroulait le cycle des journées d'action. Les éléments en provenance des entreprises allaient dans le même sens puisque les débrayages du 5 juin ont été dans l'ensemble moins suivis que pour les précédentes journées.

Doit-on imputer cela à une moins forte sensibilisation des travailleurs aux problèmes touchant la sécurité sociale? Les éléments de réponse semblent plutôt devoir être cherchés dans le type d'action proposé, dans le



peu de crédit qu'il recueille parmi de nombreux militants et au-delà dans la masse des travailleurs. Une fois encore, la démonstration a été faite de l'incapacité de ces journées à enclencher un véritable processus mobilisateur pour élargir le rapport de forces.

### La convention reste applicable

Il semble également que — dans des conditions différentes — le même phénomène ait joué pour la manifestation pari-

sienne de la CFDT. Convoqué à 17 h au métro Duroc pour aller jusque devant le ministère de la santé, elle n'aura regroupé que 1 500 personnes au plus. C'est évidemment un coup dur tant pour la direction parisienne de la CFDT que pour les militants dont certains n'ont pas hésité à rapprocher cet échec de l'attitude indécise, incertaine des structures CFDT face à l'offensive de la CGT.

Il reste que la convention médicale n'a pas été abrogée. Les médecins de la CSMF (Confédération des syndicats médi-

caux français) ont déclaré qu'ils passeraient outre et ne l'appliqueraient pas. C'est évidemment positif. Cela dit, on voit toute la fragilité de l'équilibre. Les journées d'action n'ont pas fait reculer le pouvoir. Les directions confédérales n'ont pas fourni d'autres perspectives après le 5 juin.

G.P.

Directeur de publication :  
R. Rodriguez  
N° commission paritaire :  
62 712  
Imprimerie IPCC (Paris)